



INTERVIEW CRD-MK DU 14 OCTOBRE 2017 A RADIO PYRAMID FM A LOME

1/Votre réaction à l'idée du pouvoir d'organiser un référendum

Avant toute chose, le Collectif de résurgence de la diaspora (CRD)-TOGO et le Mouvement KEKELI (MK) s'inclinent devant la mémoire des martyrs tombés sur le champ de la Dignité, et adresse leurs sincères compassions aux familles éplorées. Le CRD-MK formule ses vœux de prompt rétablissement aux blessés et partage pleinement la souffrance de tous ceux qui sont encore traumatisés par les actes de violences de tout bord qui ont émaillé les dernières manifestations sur toute l'étendue du territoire national. Nous avons une pensée particulière à l'endroit des exilés de Mango actuellement réfugiés au Ghana ou ailleurs, et demandons aux autorités togolaises de tout mettre en œuvre pour le retour de la confiance dans le pays.

Revenant à votre question, le CRD-MK tient à relever que ce jour marque le 25eme anniversaire de la promulgation de la Constitution de 1992 qui est aujourd'hui au cœur de la longue crise togolaise. L'idée du référendum voulu par le pouvoir est le résultat de la lutte partisane et de l'absence de vision partagée au service de l'intérêt supérieur du Peuple togolais.

Faut-il le rappeler que sur le fondement du 4.3 (article 4 alinéa 3) de la Constitution togolaise, le Collectif de résurgence de la diaspora (CRD)-TOGO et le Mouvement KEKELI (MK) avaient lancé le 05 octobre 2014 l'opération 500.000 signatures pour obtenir les réformes avant l'élection présidentielle de 2015. Le référendum d'initiative populaire (RIP) s'avérait à l'époque la voie citoyenne et pacifique idéale face à l'intransigeance du parti au pouvoir et d'une partie de l'opposition sur la question des réformes.

Nonobstant toutes nos démarches auprès de la Cour Constitutionnelle, du Parlement togolais, des partis politiques et des organisations de la société civile aussi bien qu'au sein de la diaspora togolaise, nous n'avions été soutenus ni par l'opposition, ni par le parti au pouvoir ! Car tous les protagonistes étaient obnubilés par des calculs partisans au détriment de l'intérêt supérieur du peuple.

Résolument engagés auprès du peuple, nous avons lancé mi-novembre 2014 sur le territoire national la campagne de collecte de signatures en faveur du RIP jusqu'à fin 2015. À savoir qu'au lendemain de la présidentielle du 25 avril 2015 que nous avons dénoncée à l'époque de mascarade électorale, nous avons rappelé dans notre déclaration du 10 mai 2015 la nécessité de lutter pour le bien-être exclusif du peuple et y avons identifié quelques pistes de réflexions. L'histoire rattrape tous les acteurs politiques car à trop tergiverser on en perd le nord. La classe politique tout entière a perdu le nord !

Aujourd'hui, nous constatons que la rue a pris le dessus alors que les hautes décisions politiques ne devraient pas se prendre dans la rue...

Dans le contexte actuel, la balle est dans le camp du gouvernement et de son Chef, en l'occurrence Faure Gnassingbé. Il a été à maintes fois prévenu et à présent, il est hélas le seul comptable de la situation actuelle en sa qualité de garant de la continuité de l'État.

Au regard des derniers développements de l'actualité sociopolitique togolaise avec la mobilisation internationale subséquente, le CRD-MK craint qu'il soit un peu tard pour organiser un référendum ! Le peuple n'en veut pas et s'en tient à ses exigences sur lesquelles ne doit plus se méprendre Faure Gnassingbé.

Et dire que nous avons vainement réclamé l'organisation du référendum trois ans plus tôt !
À moins d'un sursaut républicain de part et d'autre afin de réformer par voie parlementaire, le référendum semble assurément l'issue de secours hélas inopportun du pouvoir en place !

2/ l'opposition ne voit pas les choses de la même façon, a -t-elle tort ou pas ?

Faut-il le rappeler l'insurrection togolaise est avant tout sociale : Paupérisation extrême, indigence des services hospitaliers, cherté de la vie, corruption généralisée, impunité, une justice à la dérive, inégalité des citoyens devant la loi... Ensuite le chaos politique a donné de l'ampleur au mécontentement.

Le PNP a su canaliser le ras-le bol général mis en exergue par la tournée nationale de la Commission de réflexion sur les réformes - présidée par Madame Awa Nana Daboya, également présidente du HCRRUN - censée recueillir l'avis de la population avant de faire les réformes actées lors des multiples discussions pouvoir-opposition.

La répression barbare et les actes de violences qui ont émaillé la manifestation du 19 août 2017 ont permis d'amplifier le ras-le-bol général avec un nouveau visage venu du centre du pays, Tikpi Atchadam.

Alors que la rue ne cesse de gronder fort, l'opposition semble mal capitaliser cet avantage par son message assez brouillon : retour à la constitution de 1992 sans envisager stratégiquement les conséquences d'un improbable retour.

À la lumière des faits et à notre sens, l'opposition est loin d'avoir tort. Toutefois depuis 1990, nous faisons des révolutions à petits coups. La révolution en cours est loin d'être brutale et irrésistible pour un résultat sûrement probant, ce qui fait que nous semblons encore loin du compte actuellement.

Face à un pouvoir établi, plus que des incantations, il urge que soit déclinée une stratégie globalisante aut centrée articulée autour des points précis et irréfutables.

Nous ne pensons pas que la population ait atteint le point de bascule nécessaire pour faire tomber le pouvoir. Pour le moment, encore une fois, Il n'y a rien qui indique que le peuple soit en mesure de faire partir Faure Gnassingbé par la rue

à moins d'impondérables majeurs !

3/ Il y a quelques années, une partie de la diaspora était porteuse d'un projet de référendum populaire, un projet qui a connu un échec. Le pays a-t-il perdu du temps ?

Absolument, nous avons perdu énormément de temps hélas ! Le CRD-MK ayant saisi tôt les enjeux, a comme nous l'avons souligné plus haut lancé le 05 octobre 2014 la campagne référendaire pour les réformes constitutionnelles et institutionnelles, et a entrepris pas mal d'initiatives sur le plan national qu'international pour que le Togo n'en arrive pas là aujourd'hui. Malheureusement la politique politicienne a eu raison de l'intérêt supérieur de la Nation ! D'où la réserve observée depuis lors par le CRD-MK afin que le cours de l'histoire puisse édifier les uns et les autres sur l'alternative républicaine idoine pour une sortie de crise heureuse et pacifique dans notre pays.

Toutefois l'important est d'apprendre de nos expériences et avancer harmonieusement pour qu'émerge véritablement un Togo solidaire, juste et prospère à même de matérialiser l'« Or de l'Humanité »!

4/ Dans l'ensemble quel est votre regard sur les événements qui secouent le pays ?

Faure Gnassingbé est hélas victime de son emmurement ! Les réformes auraient dû se faire avant l'élection présidentielle de 2015 ! Les débats stériles sur la rétroactivité de la limitation du pouvoir est le révélateur du manque de stratégie et de pertinence des acteurs politiques de tous les bords. Ils sont tous englués dans l'extrapolation en occultant les points saillants de la réforme à même de permettre des élections libres, justes et équitables.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets ! L'opposition ne semble pas avoir tiré les leçons de erreurs de 1990 à 2015 ! C'est une tragédie de voir que les exigences portent sur le retour à la constitution de 1992 avec un débat de chiffonnier sur le bout de phrase 'en aucun cas'.

Permettez-nous de faire un distinguo capital. L'opposition n'est pas le peuple ! Et inversement le peuple n'incarne pas l'opposition ! Ce sont deux entités différentes dont les intérêts peuvent converger de façon circonstancielle.

Le peuple est plus guidé par l'inconscient collectif et est versatile, alors que l'opposition politique guidée par le conscient, est réaliste et constructive !

Cette confusion terminologique a permis à nombre de personnes de parler à tort au nom du peuple ! Certes, le peuple manifeste à l'appel de l'opposition mais il appartient à l'opposition qui est soutenue par le peuple de traduire le mécontentement populaire en acquis politiques.

'La prise du pouvoir' de la rue est la résultante de la faillite des politiques. Faure Gnassingbé paie chère la destruction du filet protecteur qu'est l'opposition dans un État de droit, affaiblie ces dernières années à dessein.

Sans filet, le pouvoir devra en découdre directement avec la rue qui gronde dangereusement !

Cette situation a ceci de particulier qu'elle nivelle les rapports de force entre le pouvoir rejeté par la rue et l'opposition.

La rue - la population qui manifeste son ras-le-bol - a le mérite de la clarté en demandant le départ immédiat de Faure Gnassingbé ! Mais les revendications politiques des acteurs de l'opposition ne sont pas claires ; ce qui affaiblit et brouille le message du peuple.

L'opposition a indubitablement sa part de responsabilité dans le psychodrame qui se joue malheureusement sous nos yeux en raison de sa constante guerre des ego.

En réalité, tous les acteurs politiques opposition et parti au pouvoir sont désavoués dans la rue car ils n'ont pas su répondre aux aspirations profondes de la population. Toutefois l'important aujourd'hui, c'est que tout politique conséquent devrait voir au-delà des manifestations, l'interpellation collective à plus d'Amour et de conscience républicaine afin de traduire courageusement dans les actes les aspirations profondes du peuple.

Le CRD-MK estime pour sa part que tous les acteurs politiques doivent en toute humilité reconnaître leur défaillance et œuvrer en responsabilité et en sagesse pour une sortie de crise heureuse et pacifique arrimée à un consensus républicain.

En définitive, nous estimons que nous avons dépassé le stade de la désignation des coupables. Tous les acteurs ont failli et le peuple a pris son destin en mains. C'est le danger que nous feignons d'ignorer, et il urge que chacun se résolve à apporter de sa quintessence pour sauver la Patrie actuellement en extrême danger.

Dans la décrépitude politique actuelle où les passions, l'émotion l'emportent sur le discernement, il est important du point de vue du CRD-MK que soient posées les bonnes questions ; et que la perspective soit élargie afin que des actes conséquents soient enfin posés.

La situation insurrectionnelle actuelle porte en elle les germes d'une grave crise qui peut déboucher à terme sur une vacance de pouvoir à laquelle la classe politique en général ne s'y est pas préparée !

Il faut savoir raison garder, jouer stratégiquement et subtilement pour ne pas donner des idées à la Grande muette entièrement acquise au parti au pouvoir. On n'est pas loin d'un auto coup d'État afin de changer les choses pour que rien ne change !

On peut bien voir que personne ne détient la solution ! Nous devons tous ensemble repasser courageusement par la case des discussions ainsi que l'exige la Communauté Internationale, toutefois dans un cadre togolo-togolais pour remettre le pays en marche.

5/ Quelles sont vos propositions de sortie de crise ?

Le CRD-MK rappelle avant tout que depuis le 23 septembre 2017 l'Humanité tout entière est rentrée dans l'âge cosmique universel de la Conscience unifiée où seule compte la Voie du Centre (Voie du Cœur ou de l'Amour).

La Constitution Togolaise adoptée, par référendum, le 27 septembre 1992, et promulguée le 14 octobre, actuellement au centre de tous les débats a eu un cheminement historique biaisé au gré des intérêts et de l'humeur du parti au pouvoir.

Elle a été modifiée par :

- la loi de révision n° 2002-025 du 10 octobre 2002, portant modification de l'article 52 de la Constitution du 14 octobre 1992 (JO du 10 octobre 2002, p. 2).

- la loi de révision n° 2002-029 du 31 décembre 2002, modifiant des dispositions du Préambule et des articles 4, 5, 48, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 64, 65, 66, 67, 70, 74, 77, 78, 79, 81, 91, 95, 96, 98, 100, 101, 104, 107, 127, 129, 132, 133, 144, 145, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158 et 159.

Dans ce contexte, le CRD-MK pense très sincèrement et de façon réaliste qu'une sortie de crise heureuse et pacifique passerait par une solution médiane de type transition inclusive.

Cette transition aura pour feuille de route l'exécution des priorités retenues dans le cadre du dialogue à venir et qui devront impérativement prendre en compte les légitimes attentes du Souverain Peuple togolais relativement à l'allègement du panier de la ménagère, l'accessibilité à une alimentation équilibrée et saine au quotidien, l'amélioration des soins de santé et des conditions de travail dans les structures sanitaires sur toute l'étendue du territoire national, l'amélioration du cadre éducatif et des conditions de travail et de vie des élèves, étudiants et enseignants tous degrés confondus, le règlement du problème du foncier et la facilitation de l'accès à l'habitat aux populations notamment.

Les questions de réformes ne doivent pas buter sur la rétroactivité. Le vrai débat devrait porter sur le fichier électoral, le cadre électoral et les conditions d'organisations des élections à venir ! Les arguments des uns et des autres sur la rétroactivité éludent les questions cruciales au profit des considérations passionnelles et impertinentes.

Faure Gnassingbé est confronté à une grave question éthique qu'il se doit de régler tout seul. Sachant qu'il est en train de faire 3 mandats, il pourra seul tirer toutes les conséquences qui s'imposent !

La situation telle que nous la vivons commande un sursaut patriotique en ce qu'aucune solution pacifique et légale n'est possible sans un plan de sortie de crise républicain articulé autour d'éléments clairs et précis. La plupart de ces éléments sont d'ailleurs contenus dans le point III de l'Accord politique global du 19 août 2006 à savoir la poursuite des réformes constitutionnelles et institutionnelles nécessaires à la consolidation de la démocratie, de l'État de droit et de la bonne gouvernance.

Au tournant actuel du rendez-vous de la sagesse et du courage politique, il faut impérativement :

- 1 La démission du gouvernement annoncée par Faure Gnassingbé lui-même dans une adresse à la Nation pour répondre aux préoccupations légitimes du Souverain Peuple togolais
- 2 La formation d'un gouvernement de mission pour un retour de la confiance et la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles
- 3 Le retour du projet de loi portant réformes constitutionnelles à l'Assemblée Nationale avec intégration des amendements de l'opposition parlementaire
- 4 La rencontre inclusive sur la réforme des institutions. Celle-ci devra déboucher sur la mise en place d'une CENI purement technique, un accord sur l'audit du fichier électoral, le découpage électoral et le cadre électoral
- 5 La libération de tous les détenus politiques et une véritable politique de réparation et de justice aux victimes de violence dans un souci d'authentique réconciliation nationale
- 6 La certification des élections à venir par une instance internationale acceptée par toutes les parties.

De tout cœur merci pour l'opportunité offerte au CRD-MK afin d'apporter son éclairage sur la situation sociopolitique actuelle de notre pays.

Plaise à Dieu que les cœurs s'apaisent et que l'Amour féconde nos œuvres en vue de l'avènement du Togo « Or » de l'Humanité !

Sylvestre APEDO

Vice-président du Conseil d'administration du CRD-TOGO